

# Les quotas Inami fâchent les francophones

■ Défi et Ecolo évoquent  
une motion en conflit d'intérêts  
contre un projet du fédéral.

**V**oici un dossier qui fera encore beaucoup parler de lui.

La ministre fédérale de la Santé, Maggie De Block (Open VLD), a déposé en mai un projet de loi fixant des quotas de numéros Inami par Communauté pour les années 2023 et suivantes, sur la base du nombre d'habitants. Or, la clé de répartition de la ministre ne plaît pas du tout côté francophone. Beaucoup considèrent qu'elle augmentera la pénurie de médecins dans le Sud du pays, ne prenant pas en compte un nombre suffisant de critères, pourtant indispensables afin de discerner les besoins d'une Région en matière de soins de santé.

Dans un communiqué de presse rédigé en front commun, de nombreux acteurs sociaux (dont la Fédération des étudiants francophones, Médecins du monde, Solidaris, la FGTB et la CNE) regrettent que Maggie De Block ait déposé son texte sans prendre en compte un avis du Conseil d'Etat du mois de juin, dévoilé cette semaine. Ce dernier considérait à son tour que le système de la ministre "peut aboutir à un recul de l'offre médicale dans telle ou telle Communauté par rapport aux besoins de ses habi-

tants".

**Une motion en conflit d'intérêts**

Du côté politique, Défi a annoncé qu'il allait déposer une proposition de motion en conflit d'intérêts pour faire suspendre le projet de loi.

La procédure sera activée par Défi au parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles et au parlement francophone bruxellois (Cocof) parce que ce projet "lèse gravement les intérêts des Wallons et des Bruxellois", a expliqué le parti dans un communiqué.

Il y rappelle également que les experts de la Commission de planification de l'offre médicale, ayant constaté des risques de pénurie de médecins du côté francophone, avaient préconisé une révision de la clé de répartition des numéros Inami en faveur des francophones. Ces conclusions ont été contestées par les partis flamands, N-VA en tête. "Résultat : Maggie De Block veut brusquement imposer des nouvelles règles défavorables aux francophones. Et pendant ce temps, le MR reste au balcon dans un silence consternant", regrette amèrement Défi.

Ecolo pourrait suivre, et insiste pour que le dossier vienne au comité de concertation. Les verts signalent qu'ils soutiendront aussi une procédure en conflit d'intérêts le cas échéant.

**BdO**